

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2018 B 01041

Numéro SIREN : 342 439 320

Nom ou dénomination : Opel France

Ce dépôt a été enregistré le 13/07/2021 sous le numéro de dépôt 20578



61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

OPEL FRANCE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

OPEL FRANCE

Société par Actions Simplifiée unipersonnelle au capital de 12 939 625 €

RCS : Nanterre 342 439 320

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Associé unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée sur votre décision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Opel France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note G « Evénements postérieurs à la clôture » de l'annexe des comptes annuels qui expose les impacts relatifs à la crise sanitaire liée au Covid-19.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 30 avril 2021 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations

nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Paris la Défense, le 27 mai 2021

Charles Desvernois

Associé signataire



OPEL FRANCE
Comptes au 31/12/2020
2-10 Boulevard de l'Europe
78300 POISSY

SOMMAIRE

I- COMPTES ANNUELS	3
A. Bilan - Actif	4
B. Bilan - Passif	5
C. Compte de résultat	6
II- ANNEXES	8
A. REGLES ET METHODES COMPTABLES	9
I. Immobilisations incorporelles	9
II. Immobilisations corporelles	9
III. Stocks	10
IV. Provisions pour risques et charges	10
V. Conversion des postes en devises étrangères	12
VI. Dépréciation des créances clients	12
VIII. Comptabilisation du chiffre d'affaires	12
B. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	13
III- INFORMATIONS BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	14
A. Immobilisations	15
B. Amortissements	16
C. Stocks	16
D. Provisions et dépréciations	18
E. Créances et dettes	19
F. Ecart de conversion sur créances et dettes	20
G. Charges à payer	21
H. Produits à recevoir	21
I. Composition du capital social	22
J. Variations des capitaux propres	22
K. Ventilation du chiffre d'affaires	23
L. Charges et produits financiers	23
M. Charges et produits exceptionnels	23



N. Répartition de l'impôt sur les bénéfices	24
O. Tableau des filiales et participations.....	24
P. Situation fiscale différée et latente	24
IV- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS.....	25
A. Engagements hors-bilan.....	26
B. Effectif moyen.....	26
C. Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société.....	26
D. Opérations avec les parties liées.....	27
E. Honoraires des commissaires aux comptes	27
F. Compte personnel de formation.....	27
G. Événements postérieurs à la clôture.....	27

I- COMPTES ANNUELS

A. Bilan - Actif

Rubriques	Montant brut	Amort.Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	184 822	184 822	0	0
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillage industriels	425 630	-6 827	432 456	363 272
Autres immobilisations corporelles	4 232 637	3 308 281	924 355	2 385 495
Immobilisations en cours			0	72 889
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations évalués par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	4 843 088	3 486 276	1 356 812	2 821 656
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	31 983 754	2 901 132	29 082 622	39 108 282
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Clients et comptes rattachés	21 453 035	616 186	20 836 848	18 490 725
Autres créances	338 925 362	0	338 925 362	381 784 166
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres)				
Disponibilités	0	0	0	0
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	392 362 151	3 517 319	388 844 832	439 383 172
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	81		81	81
TOTAL GENERAL	397 205 319	7 003 595	390 201 724	442 204 909

B. Bilan - Passif

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel dont versé	12 939 625	12 939 625
Primes d'émission, de fusion, d'apports		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :		
Réserve légale	1 293 970	1 293 970
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	3 872 725	2 317
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	1 014 706	3 870 409
Subvention d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	19 121 027	18 106 321
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	55 788 350	62 822 669
Provisions pour charges	11 392 875	17 031 918
PROVISIONS	67 181 225	79 854 587
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	1 635 299
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	175 519 016	223 230 977
Dettes fiscales et sociales	35 714 441	42 312 064
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	72 889
Autres dettes	92 665 998	76 992 755
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	303 899 456	344 243 984
Ecart de conversion passif	17	17
TOTAL GENERAL	390 201 724	442 204 909

C. Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises	873 325 739	1 003 693	874 329 432	1 189 458 019
Production vendue de biens				
Production vendue de services	8 346 379	0	8 346 379	11 765 105
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	881 672 117	1 003 693	882 675 811	1 201 223 124
Production stockée				
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			47 198 921	59 754 094
Autres produits			386 045	338 797
PRODUITS D'EXPLOITATION			930 260 777	1 261 316 015
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			816 669 634	1 045 031 350
Variation de stock (marchandises)			12 579 560	18 165 964
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			42 078 797	66 443 947
Impôts, taxes, versements assimilés			3 332 335	3 748 108
Salaires et traitements			6 311 147	7 482 668
Charges sociales			2 914 803	4 818 879
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 335 172	1 438 423
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			3 114 386	140 155
Dotations aux provisions			32 897 012	67 899 564
Autres charges			3 775 005	23 710 497
CHARGES D'EXPLOITATION			925 007 851	1 238 879 554
RESULTAT D'EXPLOITATION			5 252 926	22 436 461
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			38 001	58 000
Reprises sur provisions et transfert de charges				
Différences positives de change			8	650
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			38 008	58 650
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilés				
Différence négative de change			0	775
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			0	775
RESULTAT FINANCIER			38 008	57 875
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			5 290 935	22 494 336

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	593 686	153 794
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transfert de charges	4 642 343	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 236 029	153 794
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 799 984	8 400 160
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	182 278	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	486 476	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 468 738	8 400 160
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-232 709	-8 246 366
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	468 629	787 212
Impôts sur les bénéfices	3 574 891	9 590 350
TOTAL DES PRODUITS	935 534 815	1 261 528 460
TOTAL DES CHARGES	934 520 109	1 257 658 051
BENEFICE OU PERTE	1 014 706	3 870 409



II- ANNEXES



A. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels des exercices clos le 31 décembre 2020 et 2019 ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et notamment aux dispositions du règlement ANC n° 2017-03. Ces principes comptables sont décrits ci-dessous :

I. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées de logiciels amortis sur leur durée de vie, soit 3 ans.

II. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Les frais d'entretien sont comptabilisés en charges de l'exercice, sauf ceux qui contribuent à une augmentation de productivité ou de prolongation de la durée d'utilisation des biens. Une provision pour dépréciation est le cas échéant constatée pour ajuster la valeur nette comptable à la valeur d'utilité.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations, et en accord avec la législation en vigueur. Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

Catégorie	Durée d'utilisation en année
Agencements sur sol d'autrui	40
Matériel industriel	15
Installations générales, agencements et aménagements	10
Matériels de bureau et informatiques	3
Mobilier de bureau	15



III. Stocks

Les stocks et encours sont évalués au plus bas de leur coût d'acquisition et de leur valeur vénale (valeur de réalisation nette ou coût de remplacement). Le coût d'acquisition est déterminé selon la méthode des coûts historiques pour les véhicules. Les stocks sont le cas échéant dépréciés pour tenir compte de la leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

IV. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées pour couvrir les risques et charges liés notamment aux opérations suivantes :

- Garanties clients : une provision statistique est comptabilisée au moment de la vente du bien concerné pour couvrir le coût estimé de la garantie ;
- Indemnité de départ à la retraite ;
- Engagements buy-back ;
- Litiges produits ;
- Litiges personnels ;
- Plan de départ volontaire (PDV) et plan de sauvegarde pour l'emploi (PSE) ;
- Risque fiscal lié notamment aux redressements déjà effectués sur les exercices 2015 et 2016.

1. Provision pour garantie clients

La provision pour garantie est une provision commerciale et non une provision pour vices cachés. Le calcul de cette provision est effectué en Central (Allemagne) pour l'ensemble des entités européennes d'OPEL et est déterminé par modèle de véhicule en fonction des éléments suivants :

- Dépenses de garantie réelles engagées pour ces véhicules ;
- Eléments prévisionnels tels que la modification de motorisation ou d'éléments de design.

Le résultat de ce calcul correspond au montant de la provision pour la période de garantie constructeur par modèle de véhicule. Cette provision est comptabilisée au moment de la vente du véhicule au distributeur.

2. Provision pour indemnité de départ à la retraite

Opel France doit faire face à certains engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite des salariés en activité selon des modalités d'ancienneté et de catégories professionnelles fixées par la convention collective. Par ailleurs, certains personnels retraités bénéficient de complément de retraite (rentes).



Les engagements ci-dessous correspondent à l'estimation de la valeur actuelle du capital équivalent aux versements futurs à réaliser, en fonction des services rendus par les salariés, sur la base des principales hypothèses de calcul suivantes :

- Taux d'inflation : 1,80% ;
- Taux d'augmentation des salaires : 1,80 % ;
- Age en début de carrière : 24 ans pour les cadres/ETAM et 20 ans pour les ouvriers ;
- Age de départ à la retraite : entre 62 et 67 ans ;
- Table de mortalité : TGHF 05 pour les rentes et les indemnités de carrière ;
- Taux de turn-over annuel : table PSA.

Ces engagements s'élèvent à 3 592 00 euros au 31/12/2020.

3. Provision pour engagements buy-back

Opel France vend des véhicules aux loueurs avec un engagement de reprise à l'issue de la période de détention convenue contractuellement. Une provision pour charge est calculée afin de couvrir et anticiper une perte potentielle de revente des véhicules à des clients finals. Cette provision correspond au différentiel entre le prix de rachat aux loueurs et le prix futur estimé de vente au client final net des frais de commercialisation. Au 31/12/2020, cette provision s'élève à 8 697 029 euros contre 13 562 006 euros au 31/12/2019.

4. Provision pour litiges produits

Dès lors qu'Opel France reçoit une assignation d'un client ou un appel en garantie d'un distributeur lui-même assigné par un client final, un dossier litige est ouvert. Une provision individuelle est ainsi constituée dès que le risque est clairement identifié et quantifiable au regard du contenu de l'assignation elle-même ou du rapport d'expertise. Cette provision est réévaluée au regard de tout nouvel élément versé au dossier. Au 31/12/2020, cette provision s'élève à 633 072 euros.

5. Provision pour litiges personnels

Dès qu'un litige naît avec un salarié d'Opel France, un dossier litige est ouvert et une provision est constituée individuellement dès lors que la société dispose d'éléments suffisants pour la quantifier et évaluer sa probabilité. Cette provision est actualisée au regard de tout nouvel élément versé au dossier. Au 31/12/2020, cette provision s'élève à 395 945 euros.



6. Provision pour charges liées aux restructurations RH (plan de départ volontaire et au plan de sauvegarde de l'emploi)

Dans le cadre du rachat par le Groupe PSA d'Opel France, il a été décidé de proposer aux salariés des sites d'Argenteuil et de Gonesse un plan de départ volontaire et un plan de sauvegarde de l'emploi. Au 31/12/2020, cette provision s'élève à 5 459 792 euros.

7. Provision pour risque fiscal

Cette provision est liée aux redressements déjà effectués sur les exercices 2015 et 2016. Elle correspond notamment aux risques de redressement de l'impôt sur les sociétés. Au 31/12/2020, elle s'élève à 2 597 206 euros.

V. Conversion des postes en devises étrangères

Les créances et dettes libellés en devises étrangères sont converties en euros sur la base du dernier cours de change de l'exercice. Les différences résultant de cette conversion sont inscrites dans les postes écarts de conversion au bilan (à l'actif pour les pertes latentes et au passif pour les gains latents). Une provision est comptabilisée pour les pertes latentes. Au 31/12/2020, elle s'élève à 81 euros.

VI. Dépréciation des créances clients

Seules les créances douteuses font l'objet d'une dépréciation et elles sont déterminées au cas par cas. Au 31/12/2020, elle s'élève à 616 108 euros.

VII. Autres créances et autres dettes

Les autres créances se composent principalement du prêt intra-groupe dans le cadre de la convention de cash-pooling. Les autres dettes sont majoritairement constituées d'avoirs à établir au réseau de distributeurs pour l'ensemble des supports commerciaux de vente de véhicules et de pièce de rechange (plan de campagne, plan volume, plan de motivation, ...).

VIII. Comptabilisation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires sur les ventes de véhicules neufs faites aux distributeurs est constaté à l'entrée du parc de stockage dans le cadre de nos contrats de concession. Le chiffre d'affaires sur les ventes flottes faites aux loueurs est constaté au moment de la livraison au client. Le chiffre d'affaire sur les ventes de véhicules remarketing (véhicules d'occasion) est constaté à la livraison du client.

La production vendue de services correspond essentiellement à la refacturation faite au réseau de distribution pour leur participation à diverses dépenses (matériels publicitaires, site informatique, ...).



B. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

La société a connu plusieurs événements significatifs au cours de l'année 2020 dont notamment :

- le transfert du siège social précédemment à Rueil-Malmaison vers le Centre d'Expertise Métiers et Régions (CEMR) du Groupe situé à Poissy ;
- la reprise de la distribution des pièces et accessoires Opel en France par une autre société du Groupe dument mandatée à cet effet ;
- un niveau d'activité fortement impacté par la crise sanitaire et économique liée au Covid-19 (baisse du marché et des volumes vendus, réduction des stocks et des dépenses fixes pour limiter les sorties de trésorerie, mesures de soutien au réseau, etc.).
 - o la pandémie Covid-19 et les mesures prises pour y faire face ont conduit à une forte baisse de la demande de véhicules, notamment en France, à des perturbations dans les opérations de fabrication, à une baisse de l'utilisation des capacités et à des fermetures de sites industriels pendant différentes périodes en 2020 ;
 - o Pour la préparation des états financiers annuels 2020, la société a pris en compte l'impact spécifique sur les états financiers de la pandémie Covid-19 notamment sur les zones de jugement et d'estimation telles que la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles (Note n°6) et la valeur recouvrable des participations et autres titres immobilisés ;
 - o La crise sanitaire COVID a contraint Opel France à avoir recours au chômage partiel. L'impact des subventions d'Etat, comptabilisées en minoration des charges de personnel, représente un montant de 291 175 euros.



III-INFORMATIONS BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

A. Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisition.Apports
Frais d'établissement, de recherche et de développements			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	184 822		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Installations générales, agencements et aménagts.			
Installations techniques, matériel et outillages industriels	217 826		0
Installations générales, agencements et aménagts.	1 580 629		
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 190 548		0
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	72 889		0
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 061 892	0	0
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0		
TOTAL GENERAL	7 246 714		0

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement, de recherche et de développements				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			184 822	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Const. Installations générales, agencements et aménagts.				
Installations techniques, matériel et outillages industriels		217 826	0	
Installations générales, agencements et aménagts.		1 580 629	0	
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier		605 171	4 658 266	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		72 889	0	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 476 515	4 658 266	0
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		0	0	0
TOTAL GENERAL		2 476 515	4 643 088	0

Les cessions (2 403 K€) correspondent à des mises au rebut d'immobilisations sur les anciens sites de Gonesse (91 K€) et d'Argenteuil (2 312 K€), notamment selon les catégories suivantes :



- 1 604 K€ : installations générales et agencements ;
- 510 K€ : mobilier de bureau ;
- 194 K€ : outillages ;
- 95 K€ : matériel informatique et téléphonique.

B. Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	184 822			184 822
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	188 313	1 606	189 919	0
Inst. générales, agencements et aménagts divers	1 513 765	4 246	1 518 011	0
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 538 159	1 329 319	566 023	3 301 455
Emballages récupérables et divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 240 237	1 335 172	2 273 954	3 301 455
TOTAL GENERAL	4 425 058	1 335 172	2 273 954	3 486 276

Les reprises d'amortissement sont liées aux sorties d'immobilisations évoquées précédemment.

C. Stocks

Au 31/12/2020, la valeur nette comptable des stocks s'élève à 29 082 622 euros contre 39 108 282 euros au 31/12/2019 (- 26%). Ces stocks se décomposent de la façon suivante.

Nature du stock	31/12/2020			31/12/2019
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur nette
VN	4 714 366	0	4 714 366	21 081 066
VO EX BB	21 893 234	-2 626 453	19 266 781	13 070 894
VO importés	1 391 486	-62 284	1 329 202	0
VS	3 520 904	-20 470	3 500 434	4 425 608
PIECES ET KITS	0	0	0	90 209
MATERIEL PUBLICITAIRE	463 764	-191 926	271 839	440 505
Total	31 983 754	-2 901 132	29 082 622	39 108 282



Le stock de véhicules neufs s'élève à 4 714 366 euros et il ne donne pas lieu à une dépréciation compte tenu d'un délai de rotation très court et d'une faible obsolescence. Le stock de véhicules de service fait l'objet d'une dépréciation basée sur la valeur de revente estimative. Le stock de véhicules d'occasion correspond aux véhicules rachetés aux loueurs par OPEL France ainsi qu'à des véhicules d'occasion importés d'Opel Italie, Opel Espagne et Opel Portugal. Les stocks VO (ex BB et importés) sont en augmentation significative (+57%). La dépréciation se base sur le prix réel de rachat et un prix estimatif de vente.

Le stock de matériels publicitaires est déprécié à hauteur de 191 926 euros. La règle de dépréciation est la suivante :

- Si ancienneté < 6 mois, taux de dépréciation = 0% ;
- Si ancienneté compris entre 6 et 12 mois, taux de dépréciation = 50% ;
- Si ancienneté > 12 mois, taux de dépréciation = 100%,

D. Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions pour réconstitution des gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour fluctuation des cours				
Amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constitués avant le 1.1.1992				
Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constitués après le 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	1 167 696	807 576	836 250	1 139 022
Provisions pour garanties données aux clients	48 092 887	22 601 353	24 742 019	45 952 220
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour perte de change	80	0	0	80
Provisions pour pensions et obligations similaires	2 999 876	641 670	49 546	3 592 000
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	27 594 048	9 332 889	20 429 034	16 497 903
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	79 854 587	33 383 488	46 056 849	67 181 225
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilisations financières				
Dépréciations stocks et en-cours	5 506 444	2 498 277	5 103 589	2 901 132
Dépréciations comptes clients	680 826	616 108	680 826	616 109
Autres provisions pour dépréciation				
DEPRECIATIONS	6 187 270	3 114 386	5 784 415	3 517 241
TOTAL GENERAL	86 041 857	36 497 873	51 841 264	70 698 466

Le montant total des nouvelles provisions s'établit à 36 497 873 euros et celui des provisions utilisées à 51 841 264 euros.

La principale variation a trait aux autres provisions pour risques et charges (en baisse de 11 097K€) dont les principales catégories sont les suivantes :

- Restructuration (PDV et PSE) : - 3 656 K€ ;
- Contrôle fiscal : - 1 298 K€ ;
- Engagements véhicules buy back : - 4 865 K€ ;
- Véhicules hors d'usage : - 787 K€.



Au sujet des provisions pour dépréciation des stocks et en cours, la baisse significative (- 2 605 K€), s'explique principalement par :

- la provision relative aux véhicules d'occasion (- 2 522 K€) ;
- la provision relative aux véhicules de service (-163 K€) ;

E. Créances et dettes

ETAT DES CREANCES		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Clients douteux ou litigieux		739 077	739 077	
Autres créances clients		20 713 958	20 713 958	
Créances représentative de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		31 598	31 598	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		136 972	136 972	
Impôts sur les bénéfices		0	0	
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et versements assimilés				
Divers				
Groupe et associés		334 486 389	334 486 389	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de retraite)		4 270 402	4 270 402	
Charges constatées d'avance				
TOTAL GENERAL		360 378 396	360 378 396	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice				
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				
ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus d'un an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	0	0		
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine	0	0		
Emprunts et dettes financières divers	0	0		
Fournisseurs et comptes rattachés	175 519 016	175 519 016		
Personnel et comptes rattachés	3 470 444	3 470 444		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 386 621	2 386 621		
Etat : impôt sur les bénéfices	4 946 422	4 946 422		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	23 539 645	23 539 645		
Etat : obligations cautionnées	0	0		
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 371 310	1 371 310		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0		
Groupe et associés	0	0		
Autres dettes	92 665 998	92 665 998		
Dettes représentatives de titres empruntés	0	0		
Produits constatés d'avance	0	0		
TOTAL GENERAL	303 899 456	303 899 456		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				



La rubrique autres créances clients correspond aux factures émises à l'encontre des clients et non payées au 31/12/2020.

F. Ecart de conversion sur créances et dettes

Nature des écarts	Actif Perte latente	Ecart compensés par couverture de change	Provisions pour perte de change	Passif Gain latent
Immobilisations non financières				
Immobilisations financières				
Créances				
Dettes financières				
Dettes d'exploitation	81			17
Dettes sur immobilisations				
TOTAL	81		0	17

G. Charges à payer

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
168860	Participation des salariés			0
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		0	0	0
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES				
408100	Fournisseurs FNP	14 556 727	14 081 306	475 421
TOTAL DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES		14 556 727	14 081 306	475 421
AUTRES DETTES				
419800	Remises à établir	80 852 225	74 977 655	5 874 570
TOTAL AUTRES DETTES		80 852 225	74 977 655	5 874 570
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	Congés payés	1 847 117	2 038 321	-191 203
428600	Provisions pour bonus	841 669	589 246	252 424
431000	Cotisations URSSAF	800 796	635 269	165 527
438600	Taxes diverses	1 897 269	2 442 491	-545 222
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		5 386 852	5 705 326	-318 475
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
518100	IFP OPEL Finance	0	1 635 299	-1 635 299
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		0	1 635 299	-1 635 299
TOTAL CHARGES A PAYER		100 795 804	96 399 587	4 396 217

La rubrique « remise à établir » correspond à l'ensemble des primes et bonus à verser aux concessionnaires et clients directs. La variation entre 2019 et 2020 est due à l'augmentation du stock concessionnaire au 31/12/2020.

H. Produits à recevoir

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	Clients FAE	101 803	278 222	-176 419
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		101 803	278 222	-176 419
AUTRES CREANCES				
409800	Fournisseurs débiteurs	237 255	506 154	-268 900
448700	Produits à recevoir	0	0	0
518100	IFP OPEL Finance	1 717 853	0	1 717 853
TOTAL AUTRES CREANCES		1 955 108	506 154	1 448 954
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		2 056 911	784 376	1 272 535

I. Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	A la clôture de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	848 500			15,25
Actions amortis				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissement				

J. Variations des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		18 106 320
Distribution sur résultats antérieurs		0
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		18 106 320
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		1 014 706
SOLDE		1 014 706
Situation à la clôture de l'exercice		
Capitaux propres avant répartition		19 121 027

K. Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019	%
Véhicules	873 971 165	632 223	874 603 388	1 066 272 240	-18,0%
Pièces détachées	-645 426	371 470	-273 956	123 185 779	-100,2%
Services	8 346 379	0	8 346 379	11 765 105	-29,1%
TOTAL	881 672 117	1 003 693	882 675 811	1 201 223 124	-26,5%

L. Charges et produits financiers

Le résultat financier s'élève à + 38 008 euros dont 38 000 euros de produits financiers liés aux actifs de retraite.

M. Charges et produits exceptionnels

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Charges de restructuring	4 610 916	67180000
Mise au rebut de pièces	90 209	67180001
Mise au rebut de véhicules	301 505	67180002
Pertes sur litiges commerciaux	39 219	67180003
Charges sur exercices antérieurs	244 611	67200000
VNC d'immobilisations sorties	182 278	67520000
TOTAL	5 468 738	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produits sur exercices antérieurs	564 614	77200000
PCEA - équipements	29 072	77520100
Reprise sur provisions de restructuring	4 642 343	78750000
TOTAL	5 236 029	

N. Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat comptable	4 589 597	3 574 891	1 014 706

O. Tableau des filiales et participations

Néant

P. Situation fiscale différée et latente

Rubriques	MONTANT
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subvention d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante)	
Congés payés	
Participation des salariés	468 629
Autres	1 849 712
A déduire ultérieurement	
Provisions pour propre assureur	
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	2 318 341
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	



IV-ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

A. Engagements hors-bilan

Rubriques	Montant hors-bilan
Effets escomptés non échus	0
Avals et cautions	467 826
Engagements en matière de pension	0
Autres engagements donnés	0
TOTAL	467 826

Les avals et cautions correspondent aux garanties bancaires obtenues auprès de la Deutsche Bank dans le cadre des locations des bâtiments situés à Gonesse (ancien entrepôt de pièces détachées) et Argenteuil (bâtiment Euripide). Il est à noter que la garantie relative à Gonesse a été annulée en janvier 2021.

B. Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à la disposition de l'entreprise
Ingénieurs & cadres	84	
ETAM	13	
Ouvriers	23	
TOTAL	120	

C. Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital (€)	% détenu
OPEL Europe Holding S.L.U	Sociedad Limitada	340 371 390	100%
Poligono Enterrios s/n			
Carretera Nacional 232, km 29 - 50 639 Figueruelas			
50080 ZARAGOZA (Espagne)			



D. Opérations avec les parties liées

Au cours de l'exercice, il n'a été conclu aucune nouvelle convention avec les parties liées au sens de l'article R. 123-198 du Code de Commerce, d'un montant significatif et à des conditions qui n'auraient pas été des conditions normales de marché.

E. Honoraires des commissaires aux comptes

L'information est présentée dans l'information financière de la société consolidante du groupe Peugeot SA.

F. Compte personnel de formation

En l'application de l'avis 2004F du Comité d'urgence relatif à la comptabilisation du Compte Personnel de formation (CPF). Opel France n'a provisionné aucun droit dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Les droits acquis devront être utilisées avant le 31 décembre 2023.

G. Événements postérieurs à la clôture

L'activité de l'entreprise a été impactée par l'épidémie de Covid-19 dès la mi-mars 2020 affectant de manière significative l'ensemble de nos moyens de production, de nos chaînes d'approvisionnement et de nos activités commerciales et d'autres conséquences dans la gestion des opérations. A la date d'arrêté des comptes, les incidences de cet événement sur l'activité et la situation financière de la société ne peuvent être déterminées précisément. Cet événement ne remet cependant pas en cause l'hypothèse d'arrêté des comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2020 selon le principe de continuité d'exploitation, la société bénéficiant notamment de la centrale de trésorerie du Groupe pour gérer sa trésorerie courante et du soutien financier de ses actionnaires pour les 12 prochains mois.

Par ailleurs, Igor DUMAS a été nommé le 1^{er} mars 2021 président d'Opel France.

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 30 JUIN 2021**

L'an deux mille vingt et un,
Le trente juin,

La société Opel Europe Holdings S.L.U, société de droit espagnol dont le siège social est sis Poligono Entrerrios s/n Carretera Nacional 232, Km. 29, 50639 Figueruelas, Saragosse, Espagne, CIF B-50949346 et immatriculée sous le numéro Tomo 2887, folio 29, Seccion 8, Hoja Z-32723, registro mercantile de Saragosse, représentée par Slawomir SIENICKI, son Administrateur Solidaire,

associé unique propriétaire des 848 500 actions composant le capital social de la société Opel France, désignée en tête des présentes (ci-après la « **Société** »),

Deuxième décision

L'associé unique décide d'affecter le résultat de l'exercice 2020, s'élevant 1 014 706,20 €, ainsi qu'il suit :

Origine :

Résultat net de l'exercice clos le 31.12.2020 (bénéfice)	1 014 706,20 €
Report à nouveau antérieur (2019)	3 872 725,31 €

Total à affecter

4 887 431,51 €

Affectation :

Au poste «Report à nouveau»	71,51 €
Au titre de dividende à l'associé unique	4 887 360,00 €

Total affecté

4 887 431,51 €

Le dividende net par action sera de 5,76 € éligible à l'abattement de 40 % visé par le Code Général des Impôts pour ceux des associés y ayant droit. Il sera mis en paiement le 15 septembre 2021.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, prend acte que les dividendes distribués par action au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

<u>Exercice</u>	<u>Dividende brut par action (1)</u>	<u>Abattement fiscal (2)</u>
2020	5,76€	0,00€
2019	0,00€	0,00€
2018	31,86€	0,00€

(1) Avant effets de la réglementation fiscale applicable aux bénéficiaires

(2) Pour les personnes physiques ayant leur résidence fiscale en France

Certifié conforme
Le Président

Igor DUMAS